

EVOLUTION SOCIO-ECONOMIQUE AU RWANDA ET AU BURUNDI

par Stefaan Marysse et An Ansoms

Abstract

The analysis of the recent economic and social situation in Rwanda and Burundi is one of the traditional ingredients of our yearbook. The resemblance between both countries is remarkable: both countries have been confronted with internal strife and violence and the overpopulation in both countries leads to a lack of land and other natural resources, which limits the economic opportunities for the majority of the population that is engaged in the agricultural sector. However, when we look at the actual socio-economic evolutions both in Rwanda and Burundi, there exist large differences.

In Rwanda, all indices measuring human welfare improved during the post-conflict period, be it from a historical low level in the aftermath of civil war and genocide. Also, the economic situation seems promising with an average growth per capita of 5.22% in that period. In Burundi, on the other hand, the human indicators reflect a worsening humanitarian crisis. The very small improvements on the economic level can only be defined as a stabilisation. Little optimism is allowed, considering the very volatile situation.

These large differences between the two countries are mainly caused by two factors. First, Burundi is confronted with a ongoing civil war that undermines all economic and humanitarian accomplishments. The “armed peace” in Rwanda has stabilised the country, which allows improvements on different levels. On the other hand the difference in commitment of the international community also partly explains the different outcomes. Rwanda still receives a prolonged “genocide credit” and is much more appreciated by the international donor community, although its treatment as a favored nation has somewhat waned lately. Moreover this country could participate in different IMF initiatives, such as the HIPC initiative and the PRSP process. Burundi on the other hand is still treated as an international outcast. Although a modest engagement of the international community has been noticeable during the last years, Burundi does certainly not have the same access to international resources as its neighbour.

1. INTRODUCTION

Les ressemblances entre le Rwanda et le Burundi sont multiples. Au plan politique, les deux sont régis par un régime minoritaire qui par essence ne représente guère les aspirations de la majorité. Les deux pays sont largement surpeuplés, ce qui signifie un manque de terre et d’opportunités économiques pour les paysans, qui représentent 90% de la population totale. Finalement les deux pays vivent avec l’héritage de la violence, mais le peuple burundais est toujours directement confronté avec la guerre, tandis qu’au Rwanda une paix “armée” assure la stabilité interne.

Malgré tous ces points en commun, notre analyse montre comment la situation économique et humanitaire des deux pays n’est guère comparable. Au Rwanda, la population profite d’une amélioration des conditions de vie au niveau économique de même qu’au niveau humain. Le peuple burundais par

contre est toujours frappé par une crise humanitaire prolongée. Ensuite, au niveau économique on ne peut pas parler d'une véritable relance de l'activité mais dans le meilleur cas seulement d'une stabilisation relative.

Deux principales causes expliquent ces différences notoires. D'abord la continuation de la guerre civile au Burundi explique partiellement la crise. Au Rwanda une situation sécuritaire plus contrôlée permet davantage une amélioration dans différents domaines. Ensuite, le comportement de la communauté internationale est caractérisé par un mécanisme de "deux poids, deux mesures". La préférence internationale pour le Rwanda est remarquable, surtout si l'on considère la relative indifférence envers le Burundi.

2. DEVELOPPEMENT HUMAIN: AMELIORATION RELATIVE AU RWANDA, DEGRADATION AU BURUNDI

Le développement humain au Rwanda semble se redresser après la guerre civile et le génocide. Ainsi l'indicateur de développement humain qui était tombé à 0.33 en 1995 s'est amélioré pour atteindre le niveau de 1985 en 2000 (0.40). Au Burundi par contre, cet indicateur baisse pendant toute la décennie écoulée de 0.34 à 0.31. Ce chiffre synthétique – composé de réalisations dans trois domaines: l'évolution du revenu par habitant, le niveau de santé et celui de la scolarité et de l'alphabétisation – est la dernière donnée disponible pour cet indicateur que publie le PNUD. Avant de nous engager dans des explications qui transparaissent en filigrane nos analyses antérieures dans les annuaires précédents, nous essaierons de concrétiser ce chiffre hermétique qu'est l'indicateur de développement humain.

D'abord dans le domaine de la santé, des indicateurs du résultat comme la mortalité infantile et l'espérance de vie moyenne dans les deux pays sont présentés dans le tableau 1.

Le tableau est assez clair. Au Burundi la dégradation de tous les indicateurs de santé montre combien la crise politique par le biais de l'insécurité généralisée bloque le fonctionnement normal de la vie quotidienne et pèse sur des conditions de vie de la population. Au Rwanda par contre les indicateurs de santé s'améliorent à partir de 1995 et sont maintenant meilleurs qu'au Burundi. Cependant l'amélioration est relative parce les indicateurs avaient atteint, par la violence de la guerre civile, un niveau extrêmement bas.

Tableau 1: Les Indicateurs de Santé

	RWANDA		BURUNDI	
	1995	2000	1995	2000
Espérance de vie (nombre d'années)	38.2	40.2	44.5	40.6
Mortalité infantile sur 1000 naissances	132*	100	115	138
Mortalité < de 5 ans	202	187	176	190
Malnutrition (en % de la population)		40		66

*chiffre pour 1997

Source: UNDP, *Human Development Report*, Nations unies, 2002, www.undp.org

Dans le domaine de l'éducation et de l'alphabétisation, les mêmes tendances se dessinent à quelques nuances près. Le tableau 2 montre que le taux d'alphabétisation s'est accru dans les deux pays mais est nettement plus haut au Rwanda à cause d'une augmentation surtout dans la participation des jeunes à l'enseignement primaire, qui est maintenant presque générale au Rwanda. Par contre, bien que le niveau d'alphabétisation croisse encore au Burundi, on voit que cela est dû aux effets de la scolarisation antérieure qui englobait 50% de la jeunesse à l'âge de l'école primaire. La baisse du taux de scolarisation dans le primaire est particulièrement préoccupante et souligne encore le poids d'une crise sociétale qui n'en finit pas. Crise sociétale qui prive les gens des libertés requises pour faire face aux défis de la situation. Pour les deux pays l'accès au secondaire et tertiaire reste un privilège au vu du taux de scolarisation brute qui reflète la participation des jeunes se trouvant dans les cohortes d'âge de la population qui pourraient se trouver dans l'enseignement primaire, secondaire et tertiaire. Ce chiffre est clairement inférieur au taux de scolarisation primaire, et reflète donc le manque d'accès à l'éducation secondaire et tertiaire.

Tableau 2: Les Indicateurs de l'Éducation

	RWANDA		BURUNDI	
	1985	2000	1985	2000
Taux d'alphabétisation (en % de la population)	46.5	66.8	32.3	48.0
Taux de scolarisation brute totale (en % de la population scolarisable)		40		18
Taux de scolarisation dans l'enseignement primaire	62	91	50	38

Source: UNDP, *Human Development Report*, Nations unies, 2002, www.undp.org

Le troisième élément qui constitue l'indicateur de développement humain est le domaine économique. Le niveau moyen du revenu par habitant est un critère important parce qu'on suppose que le revenu joue un rôle primordial pour se nourrir, s'éduquer, se soigner, etc. Ce niveau de revenu est

exprimé en dollars qui reflète le pouvoir d'achat local réel (revenu PPA = Parité de Pouvoir d'Achat). Là aussi le tableau 3 de l'évolution récente est clair.

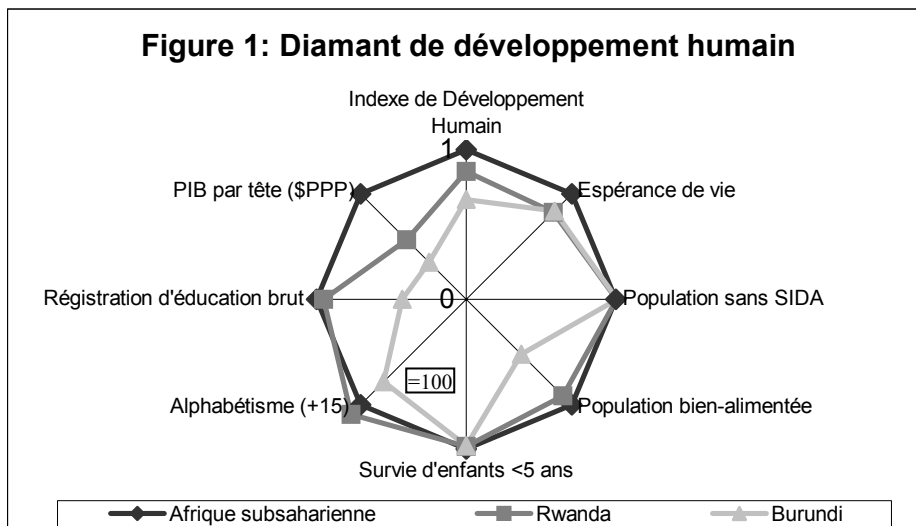
Tableau 3: Le Revenu Réel par habitant au Rwanda et Burundi

	RWANDA		BURUNDI	
	1985	2000	1985	2000
Revenu réel par habitant (en \$ PPA)	736.4	943	644.4	591

Source: UNDP, *Human Development Report*, Nations unies, 2002, www.undp.org

Du point de vue économique la situation au Rwanda est nettement plus favorable qu'au Burundi. Cela vaut d'un double point de vue. Si le niveau est bien bas dans les deux pays, le Rwanda donne l'impression d'avoir inversé la vapeur et se trouve sur une trajectoire de croissance, tandis qu'au Burundi le niveau est plus bas et la régression continue.

Pour synthétiser les résultats en termes de développement humain entre les différents pays et voir comment ils se positionnent en comparaison avec la moyenne de l'Afrique au Sud du Sahara, nous avons construit un "diamant de développement"¹.



Sources: Calcul basé sur: UNDP, *Human Development Report*, Nations unies, 2002, www.undp.org; BANQUE MONDIALE, *World Development Indicators*, Banque de données, 2001.

¹ Nous avons indexé les valeurs du Rwanda et du Burundi sur les moyennes de l'Afrique subsaharienne (=100).

La figure 1 reflète en termes positifs les acquis de développement humain ainsi que les apports de l'extérieur.² Ce diamant de développement montre très visuellement que le développement humain au Burundi est sous tous ces aspects moins favorable qu'au Rwanda. Si le développement humain au Rwanda est comparable à la moyenne africaine, celle du Burundi se situe bien en deçà, bien que leur positions relatives étaient comparables dans les années 80.

Bien sûr il faut pondérer ces éléments avec des analyses plus détaillées, ce que nous allons faire dans les points qui suivent, mais surtout avec des données sur la répartition des revenus, les tendances à long terme et le facteur politique spécifique.

Regarder seulement le moyen terme, comme on l'a fait, obnubile la réalité. Pour les deux pays, les éléments structurels à long terme – rareté des terres et de création d'emplois en dehors du secteur agricole – sont semblables. Les solutions d'un développement durable et équitable se situent en dehors du cadre national dans une perspective régionale. Cependant il faudra encore beaucoup de temps pour qu'il y ait une adéquation entre les exigences et les agissements des élites locales.

Un autre facteur qui n'est pas retenu dans ces indicateurs synthétiques est le rôle de la politique. Bien qu'il y ait une grande convergence d'idées concernant l'impact de la politique sur le développement durable en Afrique au sud du Sahara³, on n'arrive pas à intégrer ce facteur dans des mesures synthétiques, et pour cause. La complexité d'une intégration de ce facteur se laisse deviner par nos exemples. Depuis le livre de Sen⁴, on insiste sur le fait que les libertés politiques ne sont non seulement nécessaires pour stimuler le développement mais sont aussi un but de développement. Que faire de nos deux exemples ? Si la discussion politique et la liberté d'expression non seulement formelle mais aussi informelle est plus grande au Burundi qu'au Rwanda, la différence dans la façon de gérer la crise mène à des résultats forts différents. Le contrôle militaire et la suppression de libertés politiques au

² De cette manière on voit clairement quand un pays réalise un meilleur résultat comparé à la moyenne; alors, cet axe du diamant se trouve en dehors du diamant «moyen». Par contre, si le pays obtient des résultats en deçà de la moyenne de l'Afrique subsaharienne, alors les performances sont reflétées par des dimensions à l'intérieur du diamant représentant la moyenne.

³ Aussi bien des politologues comme Hyden G., "*No shortcuts to progress*", Heinemann, London 1984; ou Bayart J. F., "Africa: A history of extraversion" in *African affairs*, 2000; que des économistes à une date plus récente comme Collier P. & Gunning J.W., "Explaining African Economic Performance" dans *Journal of Economic Literature*, 1999; ou Englebert P., "Solving the mystery of the African dummy" in *World development*, 2002, s'accordent pour dire que la politique est un facteur extrêmement important pour expliquer la variante dans les résultats de développement.

⁴ SEN, A., *Development as Freedom*, Oxford University Press, 1999.

Rwanda semblent pacifier le territoire plus qu'au Burundi qui n'est pas en mesure d'étouffer la dissidence et la rébellion. Naturellement la différence entre les deux pays n'est pas seulement due à des facteurs d'ordre interne.

Tout au long des articles dans les annuaires on a insisté sur le fait que le traitement de "deux poids, deux mesures" par les Institutions financières internationales (IFI) et la communauté internationale, a en grande partie été responsable du résultat différencié en termes de développement humain au Rwanda et au Burundi.⁵ Ce traitement différencié – l'accès à la rente d'aide pour le Rwanda et l'isolement international par l'embargo⁶ et la coupure d'aide au Burundi⁷ – se lit facilement dans l'évolution des chiffres.

Tableau 4: L'Aide par Habitant au Rwanda et Burundi

	RWANDA		BURUNDI	
	1995	2000	1995	2000
Flux d'aide par habitant (en \$)	109.7	42.4	46.7	14.5

Sources: BANQUE MONDIALE, *World Development Indicators*, Banque de données, 2001; OCDE, *Les dossiers du CAD: Coopération pour le Développement – Rapport 2001*, Vol.3, n°1, 2002, p.284.

Pour des pays comme le Rwanda et le Burundi avec des contraintes structurelles de développement, l'accès aux flux d'aide est crucial. Les raisons objectives de ce traitement différencié nous échappent mais ont bien des répercussions en termes de santé, d'éducation et de longévité de la population.

3. EVOLUTION ECONOMIQUE RECENTE

3.1. Croissance, inflation, taux de change et financement extérieur

⁵ CASSIMON D. et S. MARYSSE, "Evolution socio-économique au Burundi et au Rwanda (2000-2001) et la politique financière internationale", Annuaire 2000-2001, ed. S. Marysse et F. Reyntjens, Paris, L'Harmattan; MARYSSE S. et F. VAN ACKER, "Le poids d'un conflit socio-économique du Burundi (1999-2000)", Annuaire 1999-2000, ed. S. Marysse et F. Reyntjens, Paris, L'Harmattan; ANDRE C. et S. MARYSSE, "Evolution économique rwandaise et burundaise entre 1990 et 1998", Annuaire 1998-1999, ed. S. Marysse et F. Reyntjens, Paris, L'Harmattan.

⁶ de 1996-1999.

⁷ ANSOMS A. et S. MARYSSE, "Une analyse de la situation macro-économique et de la pauvreté au Burundi", Annuaire 2001-2002, ed. S. Marysse et F. Reyntjens, Paris, L'Harmattan.

Dans le tableau qui suit, les trajectoires économiques des dernières années confirment le développement à deux vitesses.

Tableau 5: Croissance, Inflation, Taux de change et Financement extérieur au Rwanda et au Burundi

Année	1996	1998	1999	2000	2001 Est.	2002 Prog.
Taux de croissance par habitant (en % du PIB)*						
Rwanda	9.9	6.0	4.7	3.1	3.8	4.4
Burundi	-11.3	1.9	-3.9	-3.8	-0.8	0.7
Inflation (% de changement de prix à la cons.)						
Rwanda	13,4	6,8	-2,4	3,9	3,4	2,0
Burundi	26,4	12,5	3,4	24,3	9,3	8,0
Taux de change frR ou frB pour un USD						
Rwanda	302,8	312,3	334,0	389,7	443,0	
Burundi	306,5	447,8	563,0	720,5	830,4	
Aide officielle au développement en mio. USD						
Rwanda	465,0	350,0	373,0	321,0		
Burundi	112,0	76,0	74,0	92,0		
Épargne nationale (en % du PIB)						
Rwanda	-4.9	-2.2	0.5	1.2	2.0	1.8
Burundi	7.3	2.4	4.8	1.4	3.0	3.9
Investissement brut (en % du PIB)						
Rwanda	14.4	14.8	17.2	17.5	18.4	18.8
Burundi	11.8	8.9	8.5	8.4	8.2	9.3

* le taux de croissance de la population est estimé par le FMI dans cette période à 2.9% par an FMI, *Rwanda: Statistical Annex*, août 2002, p.2 et *Burundi: Statistical Annex*, novembre 2002, p.6

Sources: Note ⁸

⁸ FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL, *Rwanda: 2002, Article IV, Consultation and Requests for a New Poverty Reduction and Growth Facility Arrangement and for Additional Interim Assistance Under the Enhanced Initiative for Heavily Indebted Poor Countries*, Washington, Fonds monétaire international, IMF Country Report No. 02/204, 2002; FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL, *Rwanda: Statistical Annex*, Washington, Fonds monétaire international, IMF Country Report No. 02/187, 2002; FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL, *Burundi: 2002 Article IV Consultation and Use of Fund Resources – Request for Post-Conflict Emergency Assistance – Staff Report, Staff Statement; Public Information Notice and Press Release on the Executive Board Discussion; and Statement by*

Au Burundi la régression continue et se lit à partir de l'évolution du revenu par habitant qui est négatif pour toutes les années, excepté 1998 et 2002 où il s'agit de chiffres très provisoires et un peu optimistes. Pour toute la période à partir de 1996, le taux de croissance annuel moyen par habitant est de -1.64% .

La trajectoire rwandaise par contre dégage un taux de croissance positif de 5.22% en moyenne. Il faut nuancer ce résultat positif parce que la production de l'année de base 1995 sur laquelle le taux de croissance est basé était historiquement bas, après cinq ans de guerre civile et le génocide. On reviendra dans cet annuaire plus en détail sur la représentation délibérément optimiste de la situation économique au Rwanda.

L'inflation semble bien sous contrôle au Rwanda et moins au Burundi. Il est évident que si l'inflation est moins contrôlable, cela se répercute sur le taux de change du pays. Le taux de change mesure en quelque sorte l'appauvrissement ou l'enrichissement d'un pays, puisqu'il reflète le pouvoir d'achat relatif de la monnaie nationale. Si le taux de change pour le franc rwandais et le franc burundais était comparable en 1996, on mesure l'appauvrissement burundais par rapport au Rwanda. Le pouvoir d'achat du franc burundais a perdu 64% de sa valeur contre 32% pour le Rwanda. Que l'appauvrissement relatif du Burundi, reflété par la perte de valeur de la monnaie nationale, soit plus important qu'au Rwanda s'explique par les données sur l'aide que reçoivent ces deux pays. Le financement extérieur nettement plus important que reçoit le Rwanda signifie une importation de devises qui permet de freiner la perte de valeur de la monnaie nationale. Comme les deux pays sont fortement tributaires de l'aide internationale pour financer leurs déséquilibres économiques, ce facteur entre en compte pour atténuer ou aggraver tous les déséquilibres économiques. Le financement extérieur permet de financer les arriérés de dette internationale et augmente indirectement la capacité d'importation. Ces deux éléments permettent de freiner l'inflation et par ce biais de contenir la perte du pouvoir d'achat international reflété dans la baisse du taux de change. Que ce sont moins les efforts nationaux qui expliquent les déséquilibres est visible dans les lignes sur l'épargne domestique qui mesure l'effort national pour financer les investissements internes. Au Burundi le taux d'épargne est toujours supérieur à celui qu'on trouve au Rwanda. Comparons maintenant les autres (dés)équilibres macro-économiques plus en détail.

the Executive Director for Burundi, Washington, Fonds monétaire international, IMF Country Report No. 02/242, 2002; FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL, *Burundi: Statistical Annex*, Washington, Fonds monétaire international, IMF Country Report No. 02/241, 2002.

3.2. Evolution budgétaire au Rwanda et au Burundi

A première vue la discipline budgétaire est plus respectée au Rwanda qu'au Burundi, puisque le déficit budgétaire exprimé comme pourcentage du PIB est plus réduit dans toutes les années. Cependant, si on regarde le déficit hors dons on remarque que c'est le contraire. Le Burundi maintient plus de discipline budgétaire dans ce cas.

Tableau 6: Dépenses, recettes et financement du déficit des gouvernements burundais et rwandais (en % du PIB)

	RWANDA				BURUNDI			
	1996	1998	2000	2002 Prog.	1996	1998	2000	2002 Prog.
Dépenses et prêts nets	22,5	18,9	18,7	22,1	27,4	23,2	24,3	25,8
dont dépenses militaires	5,3	4,4	3,4	2,8	5,4	6,6	6,0	7,1
Recettes et dons totales	16,7	15,9	18,8	21,0	17,8	18,0	22,3	22,2
dont recettes fiscales	8,5	10,1	9,3	10,8	13,0	15,6	18,3	17,5
dont dons	7,4	5,3	9,0	8,8	2,2	0,9	3,1	2,6
Déficit à financer, dons non-compris	-13,2	-8,3	-8,9	-9,9	-11,9	-6,1	-5,0	-6,2
Déficit à financer, dons compris	-5,8	-3,0	0,1	-1,1	-9,7	-5,1	-1,9	-3,6
Financement extérieur	2,5	6,3	2,2	4,2	0,8	2,1	3,8	-1,4
Financement domestique	1,1	0,3	-1,8	-1,3	4,2	2,7	-3,3	-0,9
Variations des arriérés	2,2	-3,7	-0,5	-1,8	4,7	0,3	1,5	-0,3
Gap de financement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	6,3

Sources: Note 8

En regardant de plus près le plus important poste budgétaire, notamment les dépenses militaires, les deux pays semble diverger aussi. Puisque le Rwanda reçoit plus d'aide que le Burundi, il est contraint, surtout par la conditionnalité du Fonds monétaire international, de contenir les dépenses militaires et ne pas dépasser un certain pourcentage du PIB. Le Burundi par contre se trouve moins contraint parce qu'il n'est pas dans le programme PPTE et ne reçoit pas d'aide dans le cadre du programme de réduction de la pauvreté des IFI. Dès lors, on voit une différence nette en termes de dépenses exprimées en pourcentage du PIB. Le Rwanda diminue ses dépenses militaires de 5.3% du PIB en 1996 à 2.8% en 2002. Le Burundi par contre les augmente de 5.4 à 7.1% du PIB.

Ces chiffres sont cependant bien trompeurs. D'abord le PIB au Rwanda a augmenté tandis que cette base de mesure a décliné au Burundi pendant cette

période. Comme montre le Tableau 4, les dépenses rwandaises en termes réels (USD) dépassent les dépenses militaires au Burundi, sauf pour 2002 quand les deux pays investissent presque le même montant dans leur secteur militaire. Mais en 2003, une tendance décroissante beaucoup plus prononcée au Burundi fait que les dépenses militaires programmées du Burundi sont de nouveau nettement inférieures aux chiffres rwandais.

Tableau 7: Dépenses militaires au Rwanda et Burundi

Millions \$	1996	1998	2000	2001	2002	2003
Rwanda	73.7	87.1	61,3	56,9	53,0	52,1
Burundi	48.2	58.7	42,3	53,2	53,2	46,4

Sources: Note 8

Ensuite, dans l'annuaire précédent, Cassimon et Marysse⁹ ainsi que le Panel des Nations Unies¹⁰ ont montré que des dépenses hors budget à cause du pillage en RDCongo par le "Rwanda Desk" ont masqué les vraies recettes et dépenses militaires. Enfin et surtout, si on regarde le nombre de militaires dans l'armée et leur augmentation les quinze dix dernières années, on comprend le "trompe l'œil" de la représentation des dépenses militaires en % du PIB.

Tableau 8: Nombre total des forces armées

	1985	2000	Index 2000 (1985 = 100)
Rwanda	5200	70000	1346
Burundi	5200	40000	769

Source: basé sur <http://hdr.undp.org>

Le tableau avec l'évolution des effectifs militaires ne laisse pas de doute. Au milieu des années quatre-vingts les dépenses militaires dans les deux pays étaient fort comparables et des plus basses par habitant dans le monde. Cependant, la militarisation de la société rwandaise, surtout après l'avènement au pouvoir du FPR, a été plus rapide qu'au Burundi. Du point de vue sécuritaire cependant le territoire rwandais est plus "pacifié" que celui du Burundi.

⁹CASSIMON D. et S. MARYSSE, "Evolution socio-économique au Burundi et au Rwanda (2000-2001) et la politique financière internationale", Annuaire 2000-2001, pp.6-7.

¹⁰ UNITED NATIONS SECURITY COUNCIL, *Addendum to the Report of the Panel of Experts on the Illegal Exploitation of Natural Resources and Other Forms of Wealth of the Democratic Republic of the Congo*, 2001, p.19.

3.3. Relations économiques extérieures

La comparaison des balances de paiements des deux pays dans les dernières années montre des plus clairement l'impact du rôle de la communauté internationale et la politique de "deux poids, deux mesures" dans le traitement des deux pays. Cela est surtout vrai parce que les dimensions, les caractéristiques structurelles et naturelles ainsi que les potentialités économiques de ces deux pays sont très similaires. Dans une moindre mesure le contrôle militaire du territoire et la guerre au Congo se laissent deviner à travers ces chiffres trop globaux.

Tableau 9: Balance des paiements burundais en millions \$

	1997	1999	2001 Est.	2002 Prog.	2003 Prog.
Exportations	87.4	55.0	39.2	47.8	45.3
Dont le café	76.6	42.0	19.7	29.9	26.1
Importations	-96.2	-97.3	-108.4	-114.5	-122.9
Balance commerciale	-8.8	-42.3	-69.2	-66.7	-77.5
Services nets	-48.5	-38.7	-44.3	-45.2	-50.1
Transferts privés	8.7	5.5	6.5	5.9	4.6
Compte courant (Hors transferts publics)	-48.5	-75.6	-107.1	-105.9	-123.1
Transferts publics	50.9	45.6	72.7	70.0	85.1
Compte courant (transferts publ. inclus)	2.4	-30.0	-34.4	-35.9	-38.0
Compte de capital	3.9	-12.0	-9.2	-19.1	-9.9
Balance globale	-31.1	-37.2	-32.6	-55.1	-47.8
Financement	31.1	37.2	32.6	5.0	-135.3
- Réserves nettes (- augmentation)	15.6	12.7	9.5	-8.0	-6.6
- Arriérés (+ augmentation)	15.5	24.5	23.1	13.0	-128.7
Gap de financement				50.0	183.2
Taux de change (fbu pour un \$)	352.4	563.6	830.4		

Sources: Note 8

Tableau 10: Balance des paiements rwandais en millions \$

	1997	1999	2001 Est.	2002 Prog.	2003 Prog.
Exportations	93.0	62.0	93.3	77.5	87.0
Dont le café	45.3	26.5	19.4	22.6	28.9
Importations	-277.4	-248.8	-255.2	-256.5	-264.7
Balance commerciale	-184.5	-186.7	-161.8	-179.0	-177.7
Services nets	-163.5	-154.4	-139.0	-145.4	-145.6
Transferts privés	25.0	18.2	21.7	23.0	24.4
Compte courant (Hors transferts publics)	-323.0	-323.0	-279.2	-301.4	298.9
Transferts publics	146.7	180.1	169.0	101.0	82.5

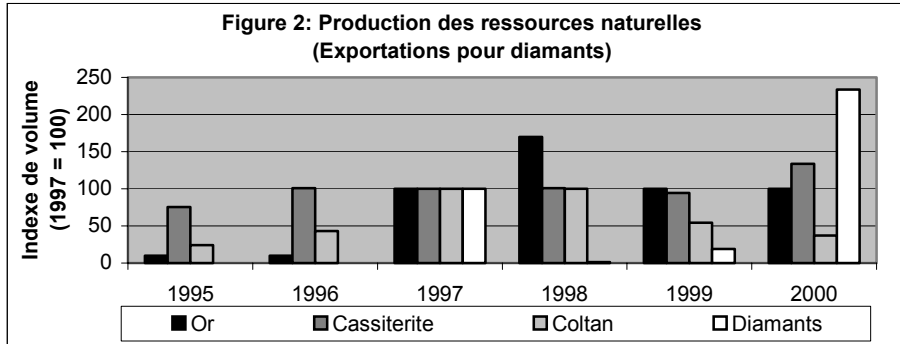
Compte courant (Transferts publ. inclus)	-176.3	-142.9	-110.2	-200.4	-216.4
Compte de capital	160.5	134.8	143.4	80.2	107.8
Balance globale	11.7	-17.2	10.1	-120.1	-108.6
Financement	-11.7	17.2	-10.1	-27.3	-11.6
- Réserves nettes (- augmentation)	-29.2	10.1	-10.8	-5.0	-11.6
- Arriérés (+ augmentation)	17.5	-2.7	-37.9	-22.3	0.0
Financement spécial	0.0	9.7	38.6	0.0	0.0
Besoins de financement (déjà promis par donateurs)	0.0	0.0	0.0	147.4	120.2
Taux de change (frw pour un \$)	302.4	333.9	443.0		

Sources: Regardez note 8

D'abord les exportations. A l'image de l'évolution économique globale, le Burundi voit ses exportations continuer à baisser. En plus, il reste tributaire des exportations du seul café à concurrence de 50 à 80% du total de la valeur des exportations. C'est cependant moins le volume qui diminue que l'effet de la baisse du prix international du café les dernières années qui fait chuter la valeur des exportations.

Le Rwanda semble mieux se tirer d'affaires et connaît une stabilité de la valeur des exportations et une baisse relative de l'importance du café. A première vue, on penserait qu'il y a une diversification de la production et des exportations qui est en train de s'opérer, ce qui serait le début d'une sortie des causes structurelles du sous-développement dans lequel ces pays enclavés et surpeuplés se trouvent. On craint cependant que ces années de la première guerre internationale africaine avec le contrôle de l'armée rwandaise sur le territoire congolais soient surtout à la base de la "diversification des exportations" et beaucoup moins de nouvelles productions et investissements productifs. Le graphique ci-dessous montre clairement comment la production des ressources naturelles, pour la plupart destinée au secteur exportateur, augmente fortement dès 1997. Les nouvelles exportations s'inscrivent plus dans la ligne traditionnelle et historique du Rwanda d'avant la colonisation qui est l'exaction du tribut dans les territoires limitrophes.¹¹

¹¹ VANSINA, J., *Le Rwanda Ancien: le royaume Nyiginya*, Paris, Karthala, 2001, p.125



Source: UNITED NATIONS SECURITY COUNCIL, *Report of the Panel of Experts on the Illegal Exploitation of Natural Resources and Other Forms of Wealth of the Democratic Republic of the Congo*, 12 avril 2001, pp.94-108, online à: <http://www.un.org/news.dh.latest.drcongo.htm>

C'est dans les autres postes de la balance de paiements qu'on mesure l'importance du rôle de la communauté internationale pour ces deux pays tributaires de la rente d'aide. Le Rwanda peut se permettre de faire appel à l'étranger pour l'importation des biens et des services qui est trois fois plus importante que ne peut se le permettre le Burundi. En fait cette capacité d'importation est ce qui "importe" pour un pays. L'exportation est l'effort que doit faire un pays pour se permettre d'importer, c-à-d pour acquérir les produits et les efforts d'autres nations. Puisque, comme on peut le déceler dans les tableaux qui représentent les balances de paiements des deux pays, les exportations ne couvrent qu'une faible partie des transactions nécessaires pour acquérir les devises, c'est la communauté internationale qui doit financer ces importations des biens et des services.

En principe le déficit de la balance courante hors transferts peut être financé par différentes sources. Trois grandes catégories entrent en ligne de compte. D'abord il y a les transferts de fonds par des personnes privées (p.ex. les émigrants qui envoient de l'argent) ou par des instances publiques (les dons dans le cadre de la coopération). Une deuxième source sont les prêts par les banques privées ou par des instances publiques bilatérales ou multilatérales. Enfin il y a les investissements privés étrangers. Les tableaux nous montrent que ce sont surtout les transferts publics et les prêts de la communauté internationale financière qui permettent au Rwanda de financer son déséquilibre extérieur et non une meilleure gestion de la chose économique. De nouveau, l'avantage de comparer les deux pays en parallèle est de voir ce traitement différent qui ne se base certainement pas sur des critères objectifs de meilleure gestion de la chose publique.

Cette politique de traitement différent de la part de la communauté internationale est ce qu'on a baptisé dans les annuaires précédents de politique

de «deux poids, deux mesures», laquelle est encore plus claire dans les deux derniers tableaux (11 et 12) qui se concentrent sur les notions de flux financiers. L'OCDE utilise l'expression « flux nets de ressources », qui sont tous les flux financiers, c-à-d la somme des prêts à long terme moins les remboursements du principal, les investissements directs étrangers et les dons. Les « transferts nets de ressources », par contre, sont cette dernière somme moins les intérêts payés qui retournent aux pays ayant ont prêté l'argent, et les profits dus aux entreprises étrangères dans ces pays.

On voit bien que dans les deux pays l'intérêt des entreprises étrangères dans le développement rwandais et burundais est quasiment inexistant puisque les investissements privés étrangers connus représentent très peu dans l'apport total des ressources financières internationales (la plupart des années, moins de 1% de l'apport total). En soi, cela montre combien ces pays sont marginaux au regard du monde des affaires pour qui l'insécurité, l'enclavement des deux pays, le faible marché interne, le non-respect des droits de propriété, etc. sont autant de causes de manque d'intérêt.

Tableau 11: Ressources internationales rwandaises en millions de \$

	1980	1990	1996	1997	1998	1999	2000
Flux nets de prêts à long terme	31	52	51	80	91	89	39
Investissements étrangers directs (IED)	16	8	2	3	7	2	14
Dons (incl. assistance technique)	123	235	424	182	260	288	267
Flux nets de ressources	170	295	478	265	358	379	321
dont officiels	156	289	476	262	351	377	306
dont privés	14	6	2	3	7	2	14
Moins Paiements d'intérêts	2	6	6	7	6	8	8
Moins Rapatriement de profits sur IED	9	6	0	0	0	0	0
Transferts nets de ressources	159	283	472	258	352	371	313

Source: Calcul sur base de BANQUE MONDIALE, *Global Development Finance Report 2002. Country Tables*, Washington D.C., pp.456-459.

Tableau 12: Ressources internationales burundaises en millions \$

	1980	1990	1996	1997	1998	1999	2000
Flux nets de prêts à long terme	40	67	14	-1	9	-1	22
Investissements étrangers directs (IED)	0	1	0	0	2	0	12
Dons (assistance technique incl.)	84	195	102	65	64	81	74
Flux nets de ressources	124	263	116	64	75	80	108
dont officiels	126	268	117	64	72	80	97

dont privés	-3	-5	-1	0	3	0	12
Moins Paiements d'intérêts	2	12	9	9	8	6	4
Moins Rapatriement de profits sur IED	0	3	2	1	1	0	0
Transferts nets de ressources	122	248	105	54	66	74	104

Source: Calcul sur base de BANQUE MONDIALE, *Global Development Finance Report 2002. Country Tables*, Washington D.C., pp.128-131.

Dans ce cas l'aide au développement est presque la seule source de capital pour des pays comme le Rwanda et le Burundi. C'est la raison pour laquelle on insiste tellement sur un traitement équitable des deux pays. Certes il y a beaucoup de raisons pour montrer des signes de "lassitude d'aide" quand on voit combien d'efforts fournis par la communauté internationale pour constituer une infrastructure de santé, d'éducation, etc. ont été détruits par les antagonismes socio-politiques. Mais un forfait de la part de la communauté internationale a des répercussions autrement plus graves pour la population et même la communauté internationale dans un monde toujours plus perméable aux évolutions de crise. Les données sur le développement humain et économique pour le Burundi, qui a été isolé par un embargo et une baisse substantielle de l'aide au développement, montre l'influence primordiale de la communauté internationale pour ces pays vulnérables. La part du lion dans les ressources financières internationales provient de l'aide officielle au développement fournie par les institutions de coopération bilatérale et multilatérale. Un traitement balancé et basé sur des critères plus objectifs reste nécessaire. Le manque de poids de la perspective régionale et comparative au sein des institutions de coopération bilatérales et multilatérales mène à cette politique probablement non consciente de "deux poids, deux mesures" pour le Rwanda et le Burundi.

4. CONCLUSIONS

Le Rwanda semble se redresser sur le plan du développement économique et humain après les terribles chocs qui ont secoué cette société. Au Burundi par contre la régression économique et la baisse des indicateurs de développement humain continuent.

Il est clair que des facteurs d'ordre interne sont largement responsables de ces évolutions. Malgré un manque de liberté d'expression au Rwanda, le gouvernement et l'armée FPR ont pacifié le territoire. Le Burundi par contre

est toujours perturbé par une guerre civile larvée qui entrave tout épanouissement tant au niveau économique qu'au niveau humanitaire.

Ensuite, notre analyse montre clairement comment le traitement de "deux poids, deux mesures" des institutions de Bretton Woods affecte fortement la situation humanitaire et économique des deux pays. Le Rwanda profite d'un crédit de génocide prolongé, qui lui permet de compenser le déséquilibre interne et externe. De cette façon, la situation économique permet un certain optimisme. Néanmoins, nous avons indiqué que les chiffres sont parfois bien trompeurs. Au niveau des dépenses militaires on voit comment l'importance relative de ce poste a fortement diminué au Rwanda comparé au Burundi, mais, en termes absolus, on voit clairement comment les dépenses du Rwanda sont toujours bien supérieures. Ensuite, au niveau des exportations, la diversification de la part du Rwanda semble un signe positif. Néanmoins, les données du Panel des Nations unies nous laissent découvrir comment les ressources naturelles, venant de l'Est du Congo, influencent les chiffres d'exportations officiels. Ensuite, l'entrée du Rwanda dans le programme pour les Pays Pauvres Très Endettés (PPTE) et leur engagement dans les "Programmes de la Lutte contre la Pauvreté" offrent des opportunités excellentes pour relancer son économie, améliorer les conditions de vie, et lui permettre de continuer à bénéficier d'une aide externe importante.

Le Burundi, de l'autre côté, est toujours traité comme "paria" au niveau international. Malgré l'apparence d'un engagement international modeste ces dernières années, l'importation des ressources externes n'a guère atteint un niveau comparable à celui du Rwanda. Ensuite, ce pays n'a toujours pas trouvé un accès aux programmes du FMI qui pourrait l'aider à renverser la récession économique et à atténuer les plus graves problèmes au niveau humanitaire.

Anvers, mai 2003